

- 6. Dez. 1991 16 10

VERTRAULICH
CONFIDENTIEL

Dies ist eine chiffrierte Meldung. An Dritte, d.h. ausserhalb der Bundesverwaltung dürfen Angaben über den Inhalt nur in Form von Auszügen erfolgen. Weiterleitungen per Fax dürfen nur innerhalb des 61-er Netzes gemacht werden.



Bundessamt für A
No. *Port 821*
EE
R - 6. 12. 91
Kopie an

lisbonne, 5.12.1991 18.15

0080 nhhhh

pour monsieur le conseiller federal j.-o. delamuraz

copie: secretariat du chef du dfae
secrtaire d'etat dfae
division politique i dfae
direction du droit international public dfae
service economique et financier dfae
secretariat politique dfae
service du protocole dfae (ch. 4.3)
office federal de la justice dfjp
bawi: ~~blf~~, jek, ari, gir, imb, kel, bal, zos, jag,
ebe, was, nag, egg, giu
blw
biga
mission suisse bruxelles
delegation suisse geneve et paris
ambassade de suisse athenes, bonn, bruxelles,
copenhague, dublin, la haye, londres, luxembourg,
madrid, paris, rome, helsinki, oslo, stockholm,
vienne, tokiyo, washington, belgrade, moscou

ma visite de travail a lisbonne des 4 et 5 decembre 1991.

je viens d'effectuer, aupres de la future presidence portugaise, une visite de travail qui fut parfaitement organisee par l'ambassadeur lang et son equipe auxquels je tiens a exprimer mes hommages et ma reconnaissance. j'ai rencontre entre autres m. vitor martins, secretaire d'etat aux affaires europeennes, mme teresa moura, directrice generale adjointe (gatt), le directeur general pour le commerce exterieur gomes de almeida ainsi que, a dejeuner, le secretaire d'etat pour les affaires politiques (nord/sud) durao barroso, un de mes anciens etudiants... de plus, l'ambassadeur et mme lang ont organise un diner reunissant autour de leur table un beau choix de l'intelligentsia portugaise, a commencer par le ballet, en passant par la politique et la diplomatie pour finir avec le directeur general de nestle... une fois de plus, mes interlocuteurs portugais ont fait preuve de

original envoye a: - cf j.p. delmauraz (fax)
copies envoyees a: - office fed. de la justice dfjp(fax)
- ofaee (15x)
- blw (fax)
- biga (fax)
- botschaft belgrade (mit kurier)
- generalkon. zagreb (mit kurier)

06.12.91 16.00 -o-mk



cette traditionnelle civilite, doublee de l'esthetique, de la sensibilite, de la fermete et de la tolerance qui conditionnent le caractere de ce noble pays. du riche eventail des discussions je retiendrai ce qui suit:

1. integration europeenne

1.1. avenir de la ce et elargissement

maastricht definira, dans leurs grands traits, les bases du 'traite sur l'union politique' en fixant, sans les definir en detail, les notions de federalisme et de la subsidiarite, de la politique de defense (non pas d'une defense commune), de la democratisation, ce qui donnera a la presidence portugaise l'occasion et la tache de lancer le debat.

c'est dans ces parametres que se situe l'elargissement dont les problemes principaux seront (pour certains pays de l'aele) l'agriculture et la neutralite. il n'y aura qu'un train, dans lequel, d'ailleurs, l'autriche et la suedes ont deja pris place, donc pas de cas par cas. avec la configuration institutionnelle presente, la communaute peut encore absorber trois a quatre membres de plus, nombre qui - a mon insistence - peut, selon mon interlocuteur, a la limite etre elargi a cinq. puisque l'approfondissement institutionnel risque de prendre du temps, le reste de l'europe se retrouverait, pour un certain temps au moins, dans une sorte de confederation europeenne, groupée autour de la communaute (eee plus), bien qu'une telle configuration contredise le traite de rome qui stipule l'ouverture de la communaute a des pays candidats aptes a faire le pas. c'est en tout cas cette derniere vision que soutient le portugal. dans cette derniere eventualite, il ne faut neanmoins pas sous-estimer le risque d'un directoire communautaire constitue par les cinq grands. la date-clef pour la presentation de candidatures est le sommet de lisbonne de juin prochain.

1.2 neutralite

l'obstacle-clef de l'adhesion de l'autriche, de la suedes, de la finlande et de la suisse est, du point de vue communautaire, la neutralite. une irlande suffit... irlande qui deja aujourd'hui commence a etre marginalisee a l'interieur de la communaute en termes politiques.

je saisis cette occasion pour exprimer notre interet fondamental a etre associes, de facon officielle ou officieuse, a la discussion que la communaute aura avec l'autriche et la suedes a ce sujet, et j'ajoute que cette requete devrait rencontrer un accueil positif de la part de la communaute dans la mesure ou cette derniere, a son tour, tiendrait a compter la suisse parmi ses etats membres. a quini martins repondit: 'maastricht marquera le debut de la communaute politique. s'il y a un debat durant la presidence portugaise sur l'elargissement, il y aura - nous vous le promettons - un dialogue et une concertation avec la suisse', ce dont j'ai pris formellement acte. ce propos constitue peut-etre le plus important resultat de cette visite. j'ajoute

que le vice-president bangemann m'a tenu le meme langage a zurich, il y a quatre semaines.

1.3. eee et cour de justice
 devant la toile de fond de l'avis 1/76 mes interlocuteurs partagent mon interprétation de la situation. ils sont assez proches de la position belge, n'excluant pas une configuration plus légère de la construction judiciaire: procédure diplomatique du règlement des différends, doublée d'une clause d'arbitrage, limitation dans le temps de l'accord. lisbonne est de l'avis que la commission a sous-estimé le volet institutionnel par rapport au volet économique. il aurait fallu d'abord régler le premier et puis le remplir de substance (sic). j'ai ajouté que si l'accord ne pourra être signé qu'en avril 1992, alors il ne sera pas ou guère possible de prévoir son entrée en vigueur en suisse pour le 1er janvier 1993.

2. gatt

2.1. generalites

les états membres semblent être mal informés par la commission sur la marche des affaires. la rencontre bush/delors a suscité ici une certaine méfiance, surtout en matière agricole et des textiles. quant à l'issue de la négociation, les portugais sont plutôt pessimistes. ils ne croient guère à leur conclusion pendant la présidence portugaise, et après ce sera trop tard à cause des élections présidentielles aux états-unis.

2.2. agriculture

la discussion se concentra principalement sur l'agriculture. j'ai relevé que la suisse est très préoccupée de constater qu'après un premier stade, les négociations ne se poursuivent, au niveau bilatéral, qu'entre les états-unis et la communauté.

étant donné qu'elle veut maintenir son agriculture, la suisse est forcément contre une tarification "across the board" (les agriculteurs se préparent à des actions politiques). nous privilégions une "green-box" substantielle et des exceptions à la tarification dans le domaine laitier, de la viande et des céréales. j'ai également insisté sur le fait qu'une manière d'assainir le marché agricole est de se concentrer sur la réduction des subventions à l'exportation.

j'ai ensuite remis un aide-mémoire, de manière à faire connaître notre position, qui d'ailleurs correspond à celle de certains états membres de la ce.

mes interlocuteurs sont passablement préoccupés. cette position s'explique par le fait que l'agriculture portugaise n'est pas à jour et a besoin d'un large "green-box" pour permettre une réforme structurelle (effort de modernisation), et partant, une diminution de la population active dans ce secteur. surestimant les réticences canadiennes et japonaises à l'égard de ce dossier, les portugais (comme d'autres...)

risquent à mon avis d'être pris de court, ceci tant dans la substance qu'en ce qui concerne le timing.

3. affaires bilaterales

3.1. liberalisation du regime de l'importation du vin rouge en vrac

j'ai annonce qu'a partir du 1er janvier 1992, les contingents de vin rouge en vrac seront supprimes. il n'y aura plus qu'un contingent tarifaire global de 1'600'000 hectolitres (une taxe additionnelle de fr. 70.--/100 kg brut s'applique pour les importations qui dépassent ce plafond annuel). si le portugal dispose d'un marketing efficace, il pourra alors accroitre sa part de marche, puisqu'il dispose deja d'un argument competitif, a savoir que les vins portugais sont de bonne qualite et meilleur marche. de plus, la colonie portugaise qui sejourne en suisse garantit deja un debouche potentiel. j'ai egalement precise que cette ordonnance avait ete notifiee a l'ambassade du portugal a berne.

3.2 travailleurs migrants

aucune critique a ce sujet. il semble plutot que les portugais aient une certaine sympathie pour le statut des saisonniers qui evite l'emigration definitive et par consequent le depeuplement de regions defavorisees.

3.3 textiles

j'ai, une fois de plus, exolique nos doleances au sujet du ptv, et ceci d'autant plus que le "gemeinschaftsverband textil" semble avoir gagne la comprehension de l'association des textiles portugaise. aux affaires etrangeres j'ai recu un refus net de rouvrir le dossier tandis qu'au ministere du commerce, j'ai reussi a creer une certaine sensibilite pour l'interet portugais bien compris en la matiere. or c'est toujours la meme chose avec ce dossier: ceux qui le comprennent n'ont pas la competence de decider, et ceux qui ont la competence de decider ne le comprennent pas. je prierais m. anton egger d'examiner avec l'ambassade, si un voyage au ministere du commerce ou tout au moins une demarche ecrite vaudrait la peine.

4. varia

4.1 cnuced

pour le moment, il n'y a que peu d'idees quant aux finalites de la c n u c e d viii qui a des difficultes a trouver son identite entre l'uruguay round et "rio".

4.2 pays de l'europe centrale et de l'est

pas de precipitation quant a la reconnaissance de la slovenie, de la croatie et de l'ukraine. relations diplomatiques avec les pays baltes depuis helsinki, stockholm et copenhagen. vu l'absence traditionnelle de relations historiques et

commerciales significatives, le probleme, au fond, ne se pose pas. grand pessimisme quant a la situation en yougoslavie.

4.3 m. barroso me demande de communiquer aux autorites suisses que l'ambassadeur du portugal a berne, m. neto valerio, vient d'etre nomme vice-president d'un groupe de travail sur la russie et l'ukraine ce qui necessitera, pendant la presidence portugaise, certains deplacements. ces quelques absences de berne ne mettront nullement en cause la bonne marche des affaires diplomatiques entre berne et lisbonne et sont uniquement dues au manque de personnel.
blankart